



**CONSULTATION
VERIFICATION REGLEMENTAIRE ET
MAINTENANCE DES
EXTINCTEURS-ALARME-RIA-DESENFUMAGE**

<p>CAHIER DES CHARGES REGLEMENT DE CONSULTATION</p>
--

Maître d'ouvrage : **Communauté de Communes du Pays de TRIE**
31 place de la mairie
65220 TRIE-sur-BAÏSE
Tél. : 05.62.35.06.09

1. OBJET DE LA PRESTATION

La Communauté de Communes du pays de TRIE et les 22 communes associées possèdent un nombre important d'extincteurs, lié aux différentes activités. L'ensemble des extincteurs doit être contrôlé et maintenu annuellement.

2. DESCRIPTION DU PARC D'EXTINCTEURS-ALARMES INCENDIE

Le parc d'extincteurs est réparti sur plusieurs sites : 22 communes. Le parc comprend environ 14 alarmes incendie , 1 RIA, désenfumage et environ 330 extincteurs, répartis en 3 catégories:

- Eau pulvérisée (environ 30%, majoritairement de 6 litres de contenance).
- CO2 (environ 60%, majoritairement de 2 litres de contenance).
- Poudre polyvalente (environ 10%, majoritairement de 6 litres de contenance).

Le nombre d'extincteurs est donné à titre indicatif et pourra varier à la hausse ou à la baisse. De plus, les extincteurs sont de marques variées : Sicli, Sofadex, silice...

3. OBJECTIFS DE LA PRESTATION

3.1 Vérification annuelle des extincteurs

Le prestataire fournira un tarif forfaitaire par extincteur pour :

- La vérification **intégrale** (rien en sus) des extincteurs portatifs à pression auxiliaire et à pression constante suivant la norme NFS61-919 de juillet 2004, la règle APSAD R4 et le guide de maintenance du CNMIS.
- La fourniture par le prestataire des pièces de rechange et la signalétique avec « classe de feu », ainsi que les recharges des extincteurs EP et PP.
- La dépollution du matériel repris.
- L'actualisation **obligatoire** des plans et listings fournis suite à la vérification (format informatique et support papier).
- Vérification de l'implantation des équipements incendie suivant les risques environnementaux.
- Réalisation d'un audit complet des extincteurs, avec remise d'un rapport et fiche d'exploitation numérotée.

3.2 Vérification annuelle des alarmes, du RIA et désenfumage

Le prestataire fournira un tarif forfaitaire par unité vérifiée.

3.3. Interventions et fournitures ponctuelles

Le prestataire est invité à fournir un bordereau des prix unitaires pour:

- Les interventions ponctuelles (hors vérification annuelle réglementaire).
- La fourniture de divers articles incendie (liste non exhaustive) : extincteurs EP / PP / CO², cartouches de CO², signalétique liée à l'incendie, registres de sécurité...

Le prestataire devra proposer l'échange standard systématique des extincteurs portatifs selon la périodicité suivante (à compter de la mise en place) :

- Extincteur à pression auxiliaire : 20 ans.
- Extincteur à pression constante : 10 ans.

3. 4 – Déroulement des contrôles

Les contrôles seront programmés et planifiés. Le titulaire de la consultation s'engage à avertir la CCPT et les services techniques de la Commune concernée au moins 4 semaines avant la date prévue pour la vérification. Toutes les précautions doivent être prises afin de perturber le moins possible le fonctionnement des locaux.

4. DISPOSITIONS DIVERSES

4.1. Obligations du titulaire

La vérification des extincteurs se fera en veillant au respect des règles, des lois, des normes en vigueur en France notamment la norme NF S61-919, la règle APSAD R4 et le guide de maintenance CNMIS. Elle sera exécutée conformément aux prescriptions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public (E.R.P.). Si une nouvelle réglementation ou norme entre en vigueur, le Titulaire est tenu d'informer chaque commune et la Communauté de Communes du Pays de Trie des modifications à apporter aux équipements. Il est rappelé que le Titulaire devra avoir une action préventive et corrective mais aussi un devoir de conseil (sur le positionnement et la fixation des extincteurs, le type d'extincteur à utiliser en un lieu...).

4.2. Documentation

Dans le cadre de la vérification des extincteurs, la documentation technique sera mise à disposition du titulaire au début de l'exécution des prestations. Ces documents resteront la propriété de la CCPT et des Communes. Ils ne seront utilisés par le titulaire qu'à seule fin d'exécution des prestations.

4.3. Rémunération des prestations

Les interventions ponctuelles et les fournitures de pièces se feront par le biais de bons de commande établis au fur et à mesure des besoins selon les tarifs mentionnés dans le Bordereau de Prix Unitaire (annexe 2).

4.4. Organisation et coordination technique

Pour la vérification des extincteurs, chaque commune désignera un coordinateur technique qui sera l'interlocuteur du titulaire pour définir et suivre les interventions. Un planning des visites sera établi et soumis à l'approbation du coordinateur technique.

5. MOYENS HUMAINS ET MATERIELS

5.1. Moyens humains

Le Titulaire devra disposer d'un effectif qualifié afin de remplir les obligations découlant de l'exécution du présent marché. Il est tenu de fournir les diplômes et attestations du personnel vérificateur intervenant sur les différents sites et la copie de l'agrément de l'entreprise.

Le Titulaire est tenu d'exiger de son personnel :

- Une tenue et un comportement irréprochables.
- Le strict respect des mesures de sécurité et de sûreté en vigueur.

5.2. Moyens matériels

Dans le cadre de l'exécution de la vérification des extincteurs, le titulaire devra mettre à disposition de son personnel les outillages individuels ou collectifs et les équipements de mesure et de test lui permettant d'assurer les prestations objets de la présente consultation.

6. ATTACHEMENTS - FACTURATION

A chaque visite de contrôle, les spécialistes délégués du titulaire feront viser un attachement par un responsable désigné par la Commune ou de la CCPT concernée et lui en remettront un double. Sur cet attachement devront apparaître les interventions à réaliser en 1ère urgence.

Le titulaire rédigera une facture par Commune et à la CCPT en détaillant les prestations.

6-1 Travaux supplémentaires / Dépannages et urgences hors vérification

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition de la CCPT et des Communes un service de dépannage fonctionnant avec un numéro d'appel, notamment pour une urgence.

Le délai d'intervention maximum que le candidat s'engage à ne pas dépasser est de 24 h à compter de la demande formulée par la CCPT ou les Communes.

6-2- Garantie

Le Titulaire s'engage à garantir la bonne exécution de la vérification des extincteurs. Si une opération de vérification devait être recommencée pour non-conformité de la prestation telle que le définit le présent marché, le Titulaire prendra à sa charge tous les frais afférents (pièces, main d'œuvre et frais de déplacement).

7. PRESENTATION ET REMISE DES OFFRES

L'entreprise adressera sa proposition technique et financière sous plis, avant le :

17 juillet à 12 heures,

portant l'inscription « maintenance des extincteurs », à :

Monsieur le Président

Communauté de Communes du Pays de Trie

31 place de la mairie

65220 Trie-sur Baïse

Tél: 05.62.35.06.09

La présente consultation a pour objet d'assurer la vérification réglementaire et la maintenance des extincteurs installés au sein des 22 villages constituant la Communauté de Communes du Pays de Trie (cf tableau annexe 1).

La proposition devra détailler au niveau du mémoire technique les capacités, les compétences, les certificats et les opérations et procédures effectuées (mémoire technique) ainsi que les tarifs afférents (notamment le prix par extincteur et par commune, le prix des pièces de rechange et des pièces neuves, le prix de déplacement). Le bordereau de prix unitaire (annexe 2) devra aussi être complété.

8. JUGEMENT DES OFFRES

Les critères de jugement des offres seront les suivants :

- Coûts des prestations (90%).
- Mémoire technique (10%)

9. MODALITES RELATIVES AU CONTRAT

Périodicité du contrat

Le présent marché est conclu pour une **durée de trois ans**.

Responsabilités

La responsabilité du prestataire est limitée à la bonne exécution des prestations définies aux points 3 à 5. La signature du rapport de visite et du registre de sécurité en fait foi.

Pénalités

Des pénalités de 50 € par jour de retard pourront être appliquées en cas de non respect de la période d'intervention, du planning initial et/ou de non remise des rapports d'intervention dans le délai fixé.